

FAMILLES AU NORD, FAMILLES AU SUD

Les Journées Scientifiques « FAMILLES AU NORD, FAMILLES AU SUD », organisées par le Réseau démographie de l'Agence universitaire de la Francophonie et le Laboratoire Population-Environnement-Développement (Unité mixte de recherche 151 IRD-Université de Provence), se sont tenues à Marseille, du 23 au 26 juin 2003. Ce colloque a réuni quatre-vingts participants autour d'une quarantaine de communications dressant un large panorama des évolutions de la famille en ce début de XXI^{ème} siècle. En attendant la publication des actes, cette chronique nous présente, en cette Année internationale de la famille, les principales lignes de force et questions en suspens qui caractérisent aujourd'hui les recherches sur la famille.

Croissance de la précarité et des inégalités sociales et économiques, accroissement et diversification des migrations internationales, vieillissement des populations, pandémie de VIH/sida sont, aujourd'hui, autant de phénomènes qui modifient les dynamiques et les structures des familles dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud. Ces phénomènes interagissent avec des changements profonds, caractéristiques des progrès socio-économiques, qui sont autant de facteurs de la transformation des systèmes familiaux, comme l'amélioration des niveaux d'éducation, l'aspiration à la liberté individuelle, les remises en question des valeurs et modes de vie traditionnels, le relâchement des liens sociaux, l'urbanisation, l'autonomie économique accrue des femmes, le changement des comportements procréateurs.

Dans le même temps, les familles jouent un rôle croissant pour pallier les effets des crises économiques, sociales, environnementales, et atténuer les politiques, délibérées ou contraintes, de désengagement progressif de certaines dépenses publiques qui sont celles de beaucoup d'États, au Nord comme au Sud. Les familles sont ainsi conduites à se substituer à la puissance publique et à tenir un rôle prépondérant dans la prise en charge des enfants, des personnes âgées et malades et des individus marginalisés. Voilà autant de motifs de s'intéresser à la famille, comme institution sociale indiscutable, et aux familles, comme clés pour comprendre le fonctionnement de nos systèmes démographiques et économiques.

Quelle famille ?

Faute d'une définition universelle qui facilite la transposition de la représentation théorique du concept en sa représentation empirique, les chercheurs sont souvent amenés à utiliser leurs propres définitions de la famille, ce qui limite forcément

l'intérêt de ces définitions pour les analyses comparatives. Les réflexions ayant trait aux concepts, théories et méthodologies amènent, de ce fait, à s'interroger sur l'unicité ou la multiplicité de la définition de la famille et proposer quelques critères opératoires susceptibles d'établir le pont entre les disciplines, même si cet exercice apparaît, a priori, complexe et laisse entrevoir des écueils.

En effet, ce que le mot famille désigne n'est pas toujours une réalité en elle-même mais une certaine vision de la réalité sociale qui varie selon les sociétés et les époques. Dans le souci de favoriser les analyses multidisciplinaires, il conviendrait de mieux formaliser le(s) concept(s) utilisé(s) en sociologie, en anthropologie ou en démographie pour définir cette entité. Que recouvre exactement la notion de famille ? S'agit-il d'un groupe domestique ou d'un groupe de personnes apparentées ? Quels critères minimums permettent, aujourd'hui, de caractériser la famille ? Les liens de co-résidence ou les liens de parenté ? Utilisant souvent des données de recensements ou d'enquêtes, les statisticiens et les démographes ont été, peu à peu, amenés à restreindre la notion de famille à celle de ménage. Les catégories statistiques employées ont ainsi contribué à influencer la vision de la famille – dominée dans les pays du Nord puis dans ceux du Sud par le modèle de la famille nucléaire – et entraîné un appauvrissement de l'idée même de famille en excluant, en dehors du logement, toute référence aux liens de sang et d'alliance. Comment, alors, concilier la vision anthropologique et la vision démographique de la famille ? Comment considérer les différentes thèses en présence, relatives à la nucléarisation de la famille, la famille post-moderne ou à la diversification des modèles familiaux, et comment proposer une théorie du changement familial à partir des seules données d'enquêtes disponibles sur les évolutions contemporaines ?

Constitution, dissolution et recomposition

Longtemps perçue comme une communauté résidentielle et commensale, unie par des liens de sang et d'alliance et partageant les mêmes intérêts économiques, la famille semble se muer progressivement en une structure de cohabitation presque entièrement fondée sur l'intérêt individuel. Entre la famille polynucléaire élargie, qui prédominait naguère, et la famille mononucléaire plus restreinte, qui tend à être l'apanage des sociétés dites « modernes », la pluralité des formes intermédiaires qui s'observent aujourd'hui se traduit par une grande diversité des structures et typologies familiales. Au Nord comme au Sud, des formes particulières de familles émergent (familles matriarcales, familles monogames, familles recomposées, etc.) qui peuvent inciter à préjuger des modèles familiaux de demain dans la mesure où les formes de cohabitation, induites par le simple désir de vivre ensemble, tendent de plus en plus à être saisies et analysées non pas comme des formes intermédiaires ou transitoires de constitution de la famille, mais plutôt comme la matérialisation de formes inédites de l'institution familiale.

Dans nombre de sociétés du Sud, si les unions servent encore à fonder une famille, il est de plus en plus loin le temps où le mariage symbolisait l'alliance entre deux familles. Le libre choix du conjoint, qui tend à se substituer au choix opéré par les parents, contribue à affaiblir le rôle de la dot ou de la compensation matrimoniale, tandis que le calendrier de constitution des familles se modifie, le plus souvent dans le sens d'un retard de l'âge à la première union. Dans le même temps, la polygamie prend souvent de nouvelles formes, surtout en ville, les unions connaissent des modalités diversifiées de résidence, les unions consensuelles tendent à être plus fragiles. Parallèlement, au Nord, le mariage s'est considérablement modifié dans son calendrier comme dans sa signification sociale et le recul de l'âge au premier mariage va de pair avec la croissance des cohabitations et des naissances hors mariage. Au Nord comme au Sud, on assiste à une forte progression de la dissolution des unions et à une recomposition des familles qui peut emprunter des voies diverses. Ces évolutions conduisent à s'interroger sur les effets des changements matrimoniaux sur la cohésion familiale et le mode de co-résidence des apparentés, et notamment à s'intéresser à l'impact du changement de nature du mariage - d'alliance de deux familles à celle de deux individus - sur le calendrier et la stabilité des unions et des familles, comme sur les processus de recompositions familiales.

Conjugalité et fécondité

La diversification des structures familiales ainsi que l'évolution des formes et du calendrier de la conjugalité, s'articulent avec de nouvelles conceptions individuelles et collectives en matière de procréation, de place et rôle de l'enfant dans la famille, et plus largement de reproduction démographique. Ces nouvelles conceptions et les transformations des modes de vie familiaux induisent une différenciation des décisions en matière de fécondité et, en premier lieu, de leurs références idéologiques selon les populations et même selon les couples. Dans le même temps, l'évolution des stratégies de reproduction et des niveaux de fécondité induisent de nouveaux rapports entre les conjoints comme entre les générations. Beaucoup d'analyses de l'évolution familiale montrent, dans les pays du Sud après ceux du Nord, l'importance croissante du projet de fécondité

comme projet familial voire comme projet individuel. La reproduction démographique devient ainsi une fonction propre de la famille nucléaire, souvent orientée autour d'un projet familial centré sur l'ascension économique et sociale des enfants. Ces évolutions conduisent à porter l'attention sur les relations entre les formes d'union, les modes de co-résidence et la procréation comme sur la place des projets de fécondité dans les stratégies des couples et des individus.

Mobilités et dynamiques familiales

Au nombre des facteurs ayant induit les transformations de la structure familiale figurent l'amélioration des niveaux d'éducation, l'aspiration à la liberté individuelle, les remises en question des valeurs et modes de vie, le relâchement des liens sociaux, l'urbanisation, les migrations internes et internationales, la cristallisation du mouvement féministe, l'autonomie économique accrue des femmes, le changement de comportements procréateurs, les crises économiques, sociales, politiques, sanitaires.... Selon les sociétés et les époques, ces facteurs, et notamment la mobilité croissante des individus et des groupes avec l'extension des espaces de vie familiaux qu'elle suscite, ont influencé de façons diverses la taille, la composition et les conditions de vie des familles ; ils ont conduit à l'adoption de nouvelles formes d'échanges inter-individuels et de nouvelles stratégies de fonctionnement ou de survie, qui permettent de mettre en exergue la diversité des processus de transformation.

La réalité et l'intensité des relations entre les mouvements migratoires et les dynamiques familiales apparaissent comme une évidence dans les observations de terrain, même si les études sur ce sujet demeurent encore trop peu nombreuses. Analyser l'articulation des dynamiques migratoires et des dynamiques familiales conduit naturellement à porter l'attention sur le rôle attribué à toutes les formes de mobilité dans l'évolution des procès de reproduction familiale et, plus largement, de reproduction sociale. Il s'agit d'apprécier par là l'effet des systèmes migratoires sur la constitution et la transformation des espaces de vie des familles : comment les liens sociaux et économiques peuvent se trouver activés et confortés par la mise en place de réseaux multipolaires dans le cadre du renforcement des relations entre parents ? À l'inverse, qu'en est-il des logiques de distanciation, de fractionnement, voire de rupture, culturelle ou autre, entre les groupes migrants et les sociétés de départ, qu'il s'agisse de migrations internes ou internationales ?

Changements structurels, crises et solidarité familiale

Les modifications de la structure de la famille sont intimement associées aux variations de l'environnement économique. Ainsi, la prédominance ou la rareté de certaines formes d'organisation de la production, les situations de crise économique, le chômage, la précarité des conditions de vie, etc. engendrent autant de contextes économiques qui favorisent la persistance, l'émergence ou la disparition de certaines formes de l'institution familiale. D'autre part, du fait de ces contextes, l'abandon par l'État de certaines dépenses publiques a contraint les familles à se substituer à lui et à jouer un rôle prépondérant dans la prise en charge des individus les plus fragiles. Ces nouvelles sollicitations et dévolutions de fonctions, en engendrant des tensions et des ruptures au sein des familles, forcent celles-ci à s'ajuster en permanence, avec des modalités et des temporalités différentes selon les sociétés.

Plus précisément, les transformations socio-économiques d'ordre structurel comme les crises conjoncturelles, de différentes natures, mettent à l'épreuve les systèmes de solidarités de maintes sociétés. On assiste, notamment dans les pays du Sud, à une mise en cause des formes élargies et communautaires des solidarités et, à l'inverse, à une consolidation et une réévaluation des solidarités entre proches engagés dans des rapports sociaux fondés sur l'appartenance à une même famille ou la proximité de la résidence. Les systèmes de solidarités codifiés tendent ainsi à s'orienter vers une certaine privatisation des relations d'entraide soumises à une évaluation continue en fonction des événements affectant les individus en cause. Dans les sociétés du Nord, si l'autonomie annoncée de la famille nucléaire prévaut, elle s'accompagne d'une certaine interdépendance des familles biologiques, souvent recomposées; ainsi des formes d'entraide existent à une échelle extra-nucléaire. Certaines s'inventent ou se renouvellent en période de crise, même si la persistance des liens intergénérationnels varie d'une famille à l'autre... Tout ceci conduit naturellement à questionner le concept même de « solidarité », en documentant l'évolution des pratiques familiales de solidarité, au Nord comme au Sud, qui peuvent osciller entre « crise des solidarités » et « solidarités dans la crise » : au sein d'une même famille, entre celle-ci et le reste de la parenté, comme entre non apparentés. Ceci sans oublier de s'intéresser aux formes particulières de solidarités mises en œuvre dans le cas de crise extrême, dans les familles de réfugiés ou les familles touchées par le sida par exemple, familles affectées de processus de déstructuration et de recomposition. Sans oublier également de s'interroger sur la croissance du nombre de personnes vivant seules, au Nord comme au Sud mais inégalement selon les groupes sociaux et les espaces de résidence, conséquence mais aussi source d'un émiettement familial voire d'un fractionnement social.

Politiques de la famille et comportements familiaux : quelles interactions ?

Les États ont de tout temps souhaité codifier les rapports entre les différents membres de la famille et influencer sur les comportements familiaux. Cette volonté les a conduit à adopter différentes mesures, qu'il s'agisse de codes de la famille et de législations familiales pour régler les questions de mariage, les relations entre époux, les règles successorales, ou qu'il s'agisse de politiques dites « familiales » pour influencer le niveau de la fécondité, dans un sens pronataliste ou dans une intention de réduction de la croissance démographique. Force est cependant de constater que, de plus en plus fréquemment, ce sont les comportements familiaux novateurs qui, prenant de l'ampleur au sein de la société, entraînent ou contraignent les États à adopter de nouvelles législations pour valider ces innovations. Il s'agit donc d'apprécier les effets réels, souhaités ou non, des différentes politiques sur les comportements familiaux des individus, la famille étant souvent un lieu de résistance à la pression étatique, et de considérer en retour l'effet d'entraînement de certaines pratiques inédites sur l'adoption de nouvelles législations. Ainsi, les articulations entre politiques et pratiques doivent être considérées : par exemple, en ce qui concerne les relations entre la recherche par les individus d'une plus grande maîtrise de leur procréation, d'une part, et les programmes de planification familiale et les législations familiales et de bio-éthique, d'autre part.

Vers quels modèles familiaux ?

La mise en évidence de l'émergence de structures particulières de familles et de la différenciation des comportements intra et inter familiaux, permet de s'interroger sur les modèles familiaux de demain, comme cela a pu être fait lors des Journées de Marseille. La diversité des analyses qui y furent présentées, concernant aussi bien les familles européennes que maghrébines, africaines, latino-américaines ou nord-américaines, a montré comment ces évolutions s'inscrivent dans des modalités et des temporalités différentes selon les sociétés, conduisant à une diversification croissante des formes familiales, dont la connaissance est loin d'être épuisée.

Patrice VIMARD

Directeur de recherche à l'IRD

Laboratoire Population-Environnement-Développement,
UMR 151 IRD-Université de Provence.

Émilien VIGNIKIN

Directeur de l'Unité de Recherche Démographique,
Université de Lomé.

Bloc Notes

Les équipes de recherche membres du GRIPPS (Groupe international de partenaires population-santé) se réuniront, à Lomé, du 11 au 16 octobre 2004, pour un atelier consacré à « La pratique contraceptive en Afrique ». Cet atelier, organisé localement par l'URD (Unité de recherche démographique, Université de Lomé) sera l'occasion de discuter les études par pays réalisées dans le cadre du programme du GRIPPS sur les facteurs de la pratique contraceptive ainsi que les analyses produites par les chercheurs du programme sur la régulation de la fécondité en Afrique (REFA). Cet atelier permettra également de débattre de nouveaux projets de recherche que le GRIPPS souhaite mettre en œuvre dans les années à venir sur la contraception et la transition de la fécondité. Il donnera lieu enfin à un stage d'initiation aux analyses à partir de modèles multi-niveaux. Cet atelier sera réalisé avec le soutien du CEPED, du LPED et du Réseau démographie de l'AUF.

Contact : Patrice.Vimard@ird.fr

Les Forums du CEPED

Le CEPED vous propose plusieurs listes de discussion pour vous informer et échanger sur les thèmes traités par notre centre.

L'abonnement à ces listes est libre.

Les archives générées par les différents échanges au sein d'une liste sont librement accessibles.

Vous pouvez donc les consulter préalablement à votre abonnement : <http://www.ceped.cirad.fr/listes/>

Les thèmes traités sont les suivants :

- Santé de la reproduction
- Société, famille et genre
- Peuplement, urbanisation, mobilité et environnement
- Méthodologie : collecte et analyse.

Manifestations CEPED

Site web : <http://ceped.cirad.fr> (rubrique Actualités).

• **Les Ateliers du Champ III**

Mobilités, lieux de résidence et territoires

Paris, 15-18 novembre 2004, au CEPED

- Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles.

Atelier du 15 novembre 2004

Proposé par Véronique Dupont (IRD) et Valérie Golaz (INED)

axes-réseau «Configurations démographiques de l'Inde» et «Mobilités et Urbanisations»

- Mobilité et résidence

Atelier de travail des 16 et 17 novembre 2004

Proposé par Françoise Dureau (Migrinter, Univ. Poitiers) et Valérie Golaz (INED)

axe-réseau «Mobilités et Urbanisations»

- Peuplement et territoire

Atelier de travail des 17 et 18 novembre 2004

Proposé par Luc Cambrézy (IRD)

axe-réseau AREPOTER

• **Le colloque du Champ I**

La santé de la reproduction confrontée au sida enjeux sociaux et comportementaux dans les pays du sud

Paris, 22-23 novembre 2004, au CEPED

Organisateurs : Benoît Ferry et Annabel Desgrées du Loû, IRD, LPED, CEPED

- Sexualité et comportements sexuels face au risque de VIH/sida

- Dimensions socio-comportementales autour de la transmission mère-enfant du VIH

- Contraception et prévention du VIH/sida

- VIH/Sida et fécondité

Résultats attendus :

Le colloque sera l'occasion de faire le point sur les recherches et connaissances actuelles concernant les relations entre les messages de planification familiale et les messages de prévention du sida, la protection des rapports sexuels dans les couples affectés par le VIH, et le désir d'enfant face au risque de transmission du VIH.

Les communications feront l'objet d'une publication de synthèse. Ce colloque devrait permettre de déterminer, pour les 5 prochaines années, les questions de recherche innovantes concernant les liens entre l'épidémie de sida et la santé de la reproduction.

La nouvelle politique éditoriale du CEPED.

Le CEPED s'appuie sur deux collections :

"*Les Collections du CEPED*", au format papier

"*Les Numériques du CEPED*", une collection CDrom

La collection au format classique, "*Les Collections du CEPED*", sera subdivisée en plusieurs séries, chacune identifiée par un logo :

- Série Comptes rendus de commissions sur Population et Développement

- Série Actes de colloques, ateliers, rencontres ...

- Série Dossiers / Working papers

- Série d'Outils méthodologiques.

La série méthodologique répond à une demande concrète de la part des chercheurs et étudiants qui travaillent sur les questions de population. Elle présentera, en une cinquantaine de pages, une méthode ou un concept appliqué relevant des champs du CEPED. Au-delà de "solutions clés en main", elle proposera une palette d'outils et de pistes à explorer, ainsi que de larges bibliographies commentées. Elle constituera un lieu d'échanges critiques entre usagers des mêmes méthodes au Nord et au Sud, et un point de vue pluridisciplinaire en recourant à des spécialistes de chaque approche.

Plusieurs numéros sont actuellement en préparation. Le premier portera notamment sur la transformation de données d'enquêtes standardisées.

A paraître dans les Collections du CEPED

- *Santé de la reproduction au temps du Sida en Afrique.*

Agnès Guillaume (Laboratoire Population-Environnement-Développement, UMR 151 IRD-Université de Provence) et Myriam Khlal (INED), éditrices scientifiques.

- *Les politiques de planification familiale.*

Arlette Gautier (Laboratoire Population-Environnement-Développement, UMR 151 IRD-Université de Provence), éditrice.

- Démarrage de la Série méthodologique "Les clés" des "*Collections du CEPED*" - Série "Les clés" - n°1 : "*Transformation de données d'enquêtes standardisées - Appréhender la composition familiale des ménages à partir des EDS*".

Christine Tichit, auteur.

Colloque

Sociétés, Développement et Vieillesse en Afrique : comprendre le vieillissement pour prévenir les conflits de génération, Abidjan, 7-10 décembre 2004, organisé par l'ENSEA, l'Institut d'Ethno-Sociologie et le Service de Coopération et d'Action culturelle de l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire.

Contact : colloquensea-ies@ensea.ed.ci

Congrès

À l'invitation du gouvernement français, le XXV^{ème} Congrès international de la population se tiendra à Tours, au Centre de conférences le Vinci, du 18 au 23 juillet 2005.

Il comportera 164 séances régulières, plusieurs séances posters, deux conférences plénières, trois séances de débats ainsi que plusieurs séances de formation et réunions parallèles. La date limite pour proposer une communication est fixée au 15 septembre 2004.

Site web : <http://www.iussp.org/France2005>

GROUPEMENT D'INTERET SCIENTIFIQUE INED - IRD - PARIS I - PARIS V - PARIS X

Directeur de la publication : André Quesnel

Prix au numéro : 1,55 €uros

Abonnement 1 an (4 numéros) : 4,50 €uros

Imprimeur : Présence Graphique